

Le Forum mondial de l'eau à Istanbul, du 16 au 22 mars

vendredi 20 mars 2009

La question de l'eau est l'une des plus cruciales aujourd'hui - et elle le sera plus encore à l'avenir - car elle se trouve au croisement de tous les problèmes essentiels : pression démographique, changements climatiques, dégradations environnementales, agriculture, sécurité alimentaire, santé, enjeux géo-stratégiques, partage des ressources, accès de tous aux services essentiels...

Le 5ème Forum mondial de l'eau se tient à Istanbul du 16 au 22 mars. Il donne lieu à de nombreuses contributions des institutions internationales, des Etats, des entreprises qui occupent une place importante dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et d'organisations de la société civile, dont certaines contestent la légitimité de cette manifestation.

Ci-dessous : l'information diffusée par les institutions internationales à l'occasion de l'ouverture du 5ème Forum mondial de l'eau, les informations du programme Solidarité Eau qui regroupe des acteurs français de l'eau ; et en contre-point le communiqué de Via Campesina, organisation paysanne internationale caractérisée notamment par son engagement contre le libéralisme économique. Pour sa part la Fondation France Libertés explique pourquoi elle ne se rend plus au Forum de l'Eau, demandant la mise en place d'une instance onusienne indépendante.

Sommaire de cet article

- [Ouverture officielle du 5ème Forum mondial de l'eau](#)
- [Publication du troisième Rapport mondial des Nations unies sur l'évaluation des ressources en \(...\)](#)
- [Des acteurs français de l'eau au Forum mondial d'Istanbul](#)
- [Communiqué de Via Campesina : Campagne contre le Forum Mondial de l'eau et la privatisation de \(...\)](#)
- [Communiqué de la Fondation France Libertés](#)

Ouverture officielle du 5ème Forum mondial de l'eau

Communiqué de l'ONU, 16 mars 2009

Le 5ème Forum mondial sur l'eau s'est ouvert lundi à Istanbul (Turquie) sur un thème critique pour la survie de millions de personnes sur la planète, souligne l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) qui participe à cette réunion.

L'UNESCO indique dans un communiqué qu'elle s'efforcera par sa participation « d'améliorer la situation critique en matière d'eau à laquelle sont confrontés plusieurs millions de personnes sur la planète » et qu'elle lancera à cette occasion le 3ème Rapport mondial des Nations Unies sur l'évaluation des ressources en eau.

Cette évaluation complète des ressources de la planète en eau douce est intitulée *L'Eau dans un monde qui change* (voir ci-dessous). Elle met l'accent sur le rôle joué par l'eau dans le développement et la croissance économique. Le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP), dont le secrétariat est hébergé par l'UNESCO, produit ce rapport tous les trois ans.

Parmi les thèmes discutés lors du Forum figureront des questions telles que l'utilisation durable des

ressources souterraines, la gestion des eaux urbaines, la lutte contre les catastrophes, l'éducation et le renforcement des capacités, la gestion partagée des ressources en eau.

Par ailleurs, la **Journée mondiale de l'eau 2009**, qui portera sur les eaux transfrontalières, sera célébrée le 22 mars à Istanbul lors d'une session spéciale.

Plusieurs autres agences des Nations Unies participent à ce Forum, parmi lesquelles l'Agence internationale de l'énergie atomique qui est compétente pour la recherche de nouvelles réserves en eau à travers les frontières, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) annonce aussi qu'il prendra la parole au Forum, « au nom des ruraux les plus pauvres ».

Publication du troisième Rapport mondial des Nations unies sur l'évaluation des ressources en eau

Communiqué de l'UNESCO

La demande en eau n'a jamais été aussi forte en raison de la croissance démographique, de l'évolution des modes de consommation alimentaire ou encore des besoins accrus en énergie, selon la troisième édition du Rapport mondial des Nations Unies sur l'évaluation des ressources en eau, présenté jeudi en amont du 5ème Forum mondial de l'eau qui se tient à Istanbul (Turquie) du 16 au 22 mars.

Le rapport, qui est publié tous les trois ans, présente une évaluation complète des ressources en eau douce de la planète. Cette nouvelle édition, intitulée *L'Eau dans un monde qui change*, insiste notamment sur le rôle joué par l'eau dans le développement et la croissance économique, souligne l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans un communiqué.

« Dans un contexte marqué par des pénuries croissantes, une bonne gouvernance est plus que jamais essentielle à la gestion de l'eau. La lutte contre la pauvreté dépend aussi de notre capacité à investir dans cette ressource », a déclaré le directeur général de l'UNESCO, Koïchiro Matsuura, qui a présenté officiellement le rapport au nom des Nations Unies le 16 mars à Istanbul.

Alors que la demande augmente, certains pays atteignent déjà les limites de leurs ressources en eau. Les effets attendus du changement climatique devraient encore accentuer ce phénomène. Une compétition pour l'eau se dessine entre les pays, entre les zones urbaines et rurales, mais aussi entre les différents secteurs d'activité - qui risque de se traduire à l'avenir par une politisation plus marquée des questions relatives à l'eau.

Des politiques existent pourtant qui permettent de réduire les déperditions, d'améliorer la gestion de l'eau ou de réduire la demande. De fait, de nombreux pays ont déjà pris des mesures légales pour protéger leurs ressources en eau. Mais, constate le rapport, les réformes entreprises n'ont guère porté leurs fruits jusqu'ici car les actions menées restent trop souvent cantonnées au seul secteur de l'eau. Or, pour être efficaces, celles-ci doivent aussi impliquer les décideurs dans des domaines tels que l'agriculture, l'énergie, le commerce ou la finance, qui ont un impact déterminant sur la gestion de l'eau. Le rapport met aussi l'accent sur l'importance des partenariats entre les gouvernements, le secteur privé et la société civile.

Premier constat dressé par les auteurs du rapport : l'accès aux services de base liés à l'eau (eau potable, assainissement et production alimentaire) demeure insuffisant pour une large part du monde en développement. On estime à plus de cinq milliards (67% de la population mondiale) le nombre de personnes qui ne disposeront pas d'un accès à des installations sanitaires décentes en 2030.

Parallèlement, la demande pour l'eau n'a jamais été aussi forte. Les prélèvements d'eau douce ont en effet triplé depuis 50 ans et les zones irriguées ont doublé pendant la même période. Ce phénomène de fond est notamment lié à la croissance de la population. Aujourd'hui de 6,6 milliards, elle augmente de près de 80

millions de personnes chaque année. Cela se traduit par une demande supplémentaire en eau de 64 milliards de mètres cube par an. Or, 90% des trois milliards de personnes supplémentaires qui viendront grossir la population d'ici 2050 vivront dans des pays en développement, pour beaucoup dans des régions où la population actuelle dispose déjà d'un accès restreint à l'eau.

En outre, la communauté scientifique s'accorde à prévoir une intensification et une accélération du cycle hydrologique à l'échelle de la planète liées au réchauffement de la planète. Cette intensification pourrait se traduire par une augmentation des niveaux d'évaporation et des précipitations. Si les effets de ces changements sur les ressources en eau demeurent encore largement incertains, on s'attend à ce que le manque d'eau ait des répercussions sur la qualité de l'eau et sur la fréquence de phénomènes tels que les sécheresses ou les inondations.

Selon les auteurs du rapport, les pays riches ne sont pas les seuls à devoir investir dans le secteur de l'eau. La prospérité à venir dépend en partie des investissements effectués dans le secteur de l'eau. Le développement des ressources en eau est en effet un élément clé du développement économique et social.

Confrontés à des pénuries croissantes, certains pays ont déjà commencé à intégrer leur stratégie de gestion des ressources en eau à leur plan de développement. C'est notamment le cas de la Zambie. Suite à cette intégration de l'eau dans le plan de développement national, de nombreux donateurs ont incorporé des investissements relatifs à l'eau dans l'aide qu'ils accordent à ce pays.

- Le rapport *L'Eau dans un monde qui change* est disponible en anglais : [accéder à la page de téléchargement](#)

Des acteurs français de l'eau au Forum mondial d'Istanbul

Durant les 6 jours du Forum, dans le cadre du Partenariat Français pour l'Eau, et en collaboration avec ses partenaires français et africains, le programme Solidarité Eau se mobilise sur deux enjeux majeurs pour le secteur de l'eau et de l'assainissement :

- donner une place de premier plan à l'assainissement, tout en continuant à promouvoir une mobilisation massive pour relever le défi de l'accès à l'eau potable,
- témoigner du dynamisme de la coopération décentralisée française et encourager les autres formes de solidarité citoyenne dans d'autres pays.

- [Newsletters du forum de l'eau par p-S Eau](#)

Le Partenariat Français pour l'Eau - PFE a été créé en mars 2007, à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau et suite au 4ème Forum Mondial de l'Eau de Mexico en 2006, pour contribuer à relever les défis mondiaux de l'eau et de l'assainissement pour tous au 21ème siècle. Le PFE rassemble les acteurs français de l'eau intervenant à l'international : ministères, ONG, entreprises, collectivités territoriales, organismes de bassin et organisations scientifiques et techniques.

- [Newsletters du Forum de l'eau par le PFE](#)

Communiqué de Via Campesina : Campagne contre le Forum Mondial de l'eau et la privatisation de l'eau en Turquie

Lundi 16 mars 2009

Face à l'exploitation d'un nombre croissant de ressources en eau qu'exigent chaque jour l'industrialisation extrême et la surproduction capitaliste, l'accès aux ressources d'eau est devenu une source importante de conflits politiques. Les états, les sociétés multinationales et les groupes d'intérêt privés ont établi le

Conseil mondial de l'eau (WWC) afin de marchandiser et de commercialiser les ressources d'eau, et de maximiser les potentiels bénéfiques. Comme on le sait, le Conseil mondial de l'eau est une institution intergouvernementale subventionnée et soutenue par des multinationales.

Cependant, ce sont la Banque Mondiale et les monopoles de l'eau qui dominent le Conseil, et le Conseil fait en sorte d'assurer que la logique du bénéfice détermine l'avenir de l'eau.

Le 5e Forum mondial de l'eau a lieu les 16-22 mars à Istanbul.

À l'heure actuelle en Turquie, des législations prévoyant d'octroyer l'eau des fleuves, des lacs et des étangs aux corporations sont en cours de préparation. En d'autres termes, ceci signifie que les ressources en eau elles-mêmes pourront être transférées aux corporations, qui ne dirigeaient jusqu'à présent que les services d'approvisionnement en eau.

Il s'agit là d'une nouvelle phase dans la privatisation de l'eau. Par conséquent, le 5e Forum mondial de l'eau qui va se tenir en Turquie est extrêmement crucial et devra permettre d'enrayer cette avancée des sociétés de l'eau.

Les Nations Unies et la Banque Mondiale considèrent l'eau comme un besoin plutôt que comme un droit. Il s'agit d'une différence cruciale. Dès lors que l'eau est définie comme un « besoin » plutôt que comme un « droit », il devient possible d'en faire une marchandise et de la soumettre au commerce. Un deuxième aspect de la politique globale de l'eau est que l'on propose une gestion de la demande plutôt qu'une gestion de l'approvisionnement dans la cadre de la gestion globale des ressources en eau. En d'autres termes, la privatisation de la gestion de l'eau potable, de l'eau domestique et de l'eau d'irrigation est ouverte à la discussion.

Parce qu'elle constitue un composant inséparable de la vie sociale, l'eau ne peut pas être laissée entre les mains de personnes ou d'institutions, encore moins entre celles des états capitalistes. Il faut reconnaître que l'eau appartient à la nature, dont l'humanité elle-même fait également partie. Par conséquent, nous exigeons que seules les personnes qui acceptent l'eau comme condition de base de la survie de tous les organismes vivants et non pas ces bureaucrates et/ou détenteurs d'intérêts privés qui prétendent que l'eau peut être utilisée pour l'accumulation de capital puissent déterminer comment et dans quelles circonstances l'eau peut être utilisée par l'homme, les animaux et les plantes.

Dans ce contexte, la Confédération des syndicats paysans turcs, Çiftçi-Sen, membre de Via Campesina, soutenue par plus de 100 autres mouvements d'opposition sociale défendant la reconnaissance du droit à l'eau, a formé une plate-forme intitulée « Non à la commercialisation de l'eau », afin de lutter contre le Forum mondial de l'eau. Pour nous opposer aux intérêts des corporations et démontrer la position des peuples sur la question, nous travaillons collectivement à l'organisation d'une manifestation massive le 15 mars à Istanbul, afin de protester contre le Forum mondial de l'eau. La manifestation s'accompagnera d'un ensemble d'activités qui auront lieu tout au long de la semaine (manifestations, discours, ateliers et panels) afin de jeter une ombre sur le WWF.

Communiqué de la Fondation France Libertés

5ème FORUM MONDIAL DE L'EAU : UN DAVOS DE L'EAU ? NON MERCI !

Nous sommes à quelques jours de l'ouverture du 5ème « Forum mondial de l'eau » à Istanbul, qui mobilise les esprits dans le milieu associatif soucieux de l'avenir de l'eau. France Libertés a décidé de ne pas participer à ce rassemblement.

À l'instar des 4 forums précédents, l'événement d'Istanbul est organisé par le Conseil Mondial de l'Eau, institution contrôlée par Véolia et Suez, et dont le président n'est autre que le président de la Société des Eaux de Marseille (qui appartient pour moitié à Véolia et pour moitié à Suez...) Cette institution est porteuse d'une idéologie fondamentalement néolibérale et peu à même de répondre aux besoins vitaux de

l'ensemble de l'humanité et aux enjeux provoqués par la crise mondiale de l'eau. Est-il nécessaire de rappeler qu'1,5 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable dans le monde et que 2,5 milliards d'individus sont privés d'assainissement ? Dans le système qui nous gouverne, que cette instance existe, soit ! Mais alors, qu'elle se désigne pour ce qu'elle est : une organisation de marchands d'eau qui proposent leurs produits dans une foire commerciale.

Lors du Forum de Mexico en 2006, nous nous sommes associés à la formidable mobilisation des mouvements sociaux pour la défense du droit à l'eau. Celui-ci a permis d'établir un pont avec l'institution et faire entendre notre résistance à la marchandisation de cette ressource vitale à des fins de profit. La déclaration issue de ce contre-forum portait sur les principes fondamentaux suivants :

- L'eau, sous toutes ses formes, est un bien commun et l'accès est un droit inaliénable de l'homme et de tous les êtres vivants ;
- Chaque être humain doit avoir accès à un eau de qualité en quantité suffisante ;
- La gestion de l'eau doit rester dans le domaine public. Cette déclaration affirmait également « notre opposition aux Forums mondiaux sur l'eau comme ces réunions de grandes sociétés transnationales, ces institutions financières internationales parce qu'ils sont exclusifs et antidémocratiques » et « ignorent les demandes et les besoins réels des Hommes ».

Aujourd'hui, nous assumons pleinement cette prise de position en refusant de nous rendre à Istanbul. Nous comprenons nos partenaires qui y seront. C'est leur choix et nous le respectons, mais nous pensons pour notre part que l'enjeu n'est plus de faire des contre-forums mais bien d'appeler à la création d'un AUTRE organisme, placé sous l'égide de l'ONU, garant d'une participation transparente de la société civile et émancipé de tout caractère commercial.

- Contact presse : Anna K. Grossman, anna.grossman@france-libertes.fr

P.-S.

- Lien externe : à noter, un important dossier sur l'eau à l'occasion de la Journée mondiale, sur le site www.futura-sciences.com
- A consulter sur le site d'Adéquations : rubrique [Eau](#)